

LES DEFIS DE L'INCLUSION DANS LA « SMART CITY »

L'exploitation des données,
entre ressource administrative et outil au service de l'utilisateur – citoyen

Mardi 11 février 2020

De 9h30 à 13h, Maison associative de quartier des Bords de l'Étang
Rue Robert Ane, quartier des Vignettes 13127 Vitrolles

Qu'on les considère comme un outil de rationalisation de l'espace urbain, un levier de l'*empowerment* citoyen ou encore comme un bien monétisable et ouvrant de nouveaux marchés aux grandes entreprises de l'économie numérique, les données prennent assurément une place croissante dans les villes et sont désormais un incontournable de la *smart city*. Les récents outils numériques rendent en effet possible le traitement d'immenses ensembles de données (*big data*), ouvrant la voie à des usages originaux et induisant de manière générale des transformations dans le gouvernement des territoires.

Loin d'admettre leur collecte et leur utilisation comme une fin en soi, cette séance abordera les données dans une double perspective : du point de vue des collectivités, pour qui elles sont susceptibles d'être un outil d'aide à la décision ; en se plaçant du côté des habitants, producteurs de données et possibles utilisateurs de certaines d'entre elles accessibles en *open-access*. Mais quel que soit l'angle d'approche de cette question, elle ne peut se soustraire à un nécessaire cadrage sur un plan légal autour de la protection de la donnée, et les limites qui sécurisent son usage.

Tout en envisageant, à partir de retours d'expériences d'acteurs du territoire, les opportunités offertes par le traitement des données récoltées dans l'espace public, nous évoquerons les enjeux techniques, sociaux et politiques qui y sont liés. Car entre les imaginaires projetés sur les données, dans lesquelles on serait parfois tenté de voir la réponse idéale pour une meilleure connaissance et de fait gestion du territoire, et la réalité du terrain, le fossé est parfois grand. En effet, pour les collectivités la principale valeur de la donnée réside dans ce qu'elle permet de dire de la ville et des usages de ses habitants, elle doit donc être récoltée puis analysée et exploitée, tant d'opérations exigeantes en moyens et supposant des arbitrages humains (quelles données doivent être traitées en priorité, dans quel but ?). Par ailleurs, les politiques d'*open data* mise en œuvre ces dernières années, porteuses d'une idéologie selon laquelle l'accessibilité des données engendrerait plus de transparence politique et renouvellerait le lien entre administration et administrés, ont prouvé que la mise à disposition n'était pas suffisante pour que les acteurs de la « société civile » se saisissent de la data.

Il s'agit donc in fine d'appréhender au mieux et de permettre une appropriation facilitée des enjeux de la data : que produisons-nous en terme de données que nous puissions partager ? Que peut-on en faire ? Aujourd'hui, quels projets donnent vie à ce nouveau champ des possibles ? Pour ce faire, deux grands axes seront abordés lors de cette séance construite autour de 2 temps d'échanges et 4 thématiques abordées.

Sarah LABELLE, Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Paris XIII, sera le Grand témoin de la matinée.

L'animation de ce séminaire est assurée par Rehda CALIFANO, chef du service Cohésion sociale, métropole AMP) et José DA SILVA (chef de projet ville de demain, métropole AMP).

1^{ère} table ronde 10h00-11h30

Pour une nouvelle approche de la donnée et de ses usages

Dans quelle mesure les données accompagnent-elles des transformations dans le gouvernement des villes et dans le travail administratif ? Quels sont le cadrage proposé par la Loi en matière de protection des données ? Quels outils concrets la récolte et l'exploitation de données permettent de créer ? A quels dispositifs qualitatifs ces derniers peuvent-ils être adossés afin de produire des connaissances plus fines du territoire ? Avec quels acteurs les collectivités peuvent-elles s'associer afin d'optimiser, via le traitement des données, la gestion de leur territoire ?

D'une politique publique de la donnée et de sa mise en pratique...

Avec les interventions de :

Alaric KAMARA (référent RGPD, AMP),

Mireille RILL (chef de service smart services, AMP),

... à l'ouverture du champ des possibles

Avec les interventions de :

Samuel GOETA (Dataactivist),

Grégoire PIETTE (Smart Future.io),

Thomas BEKKERS (chef de service Smart territoire, AMP)

2^{nde} table ronde 11h30 – 13h00

L'exploitation des données pour guider l'action publique avec le citoyen - usager

Dans ce contexte de massification des données récoltées, l'accès libre des données brutes récoltées par les collectivités suffit-il à assurer leur possible usage citoyen ? Comment les acteurs publics peuvent-ils s'assurer d'une lisibilité suffisante de leurs données afin de permettre leur appropriation par les habitants ? Quelle est la capacité d'agir des habitants ?

Organiser et produire de la donnée

Avec les interventions de :

Cyrille DE VILLELE (chargé de mission Open Data, Digne-les-Bains),

Emilie SARRAZIN (directrice Résovilles – CRPV Bretagne)

Les habitants, citoyens, usagers aussi (expériences participatives)

Avec les interventions de :

Arnaud BATTAREL (coordonnateur numérique, Anonymal),

Florine VANORLÉ (coordinatrice, Mise à jour à Arles),

Olivier BANUS (coordonnateur territorial, Réseau Canopé).